

Les Palestiniens veulent-ils la paix ?

par Eliahu Ben Elissar

DIX-HUIT mille neuf cent trente-neuf morts et 79 239 blessés. C'est la sinistre statistique qui aurait pu être évitée, côté israélien, si seulement les Arabes avaient accepté la résolution 181 de l'Assemblée générale de l'ONU, datée du 29 novembre 1947. Six guerres et d'innombrables actes de violence et de terrorisme auraient peut-être pu ne pas avoir lieu.

Or par un dramatique retournement de l'histoire, comme si rien ne s'était passé, comme si les guerres entre Arabes et Israéliens n'avaient pas eu lieu, comme si les Arabes n'avaient pas rejeté la résolution 181, ces derniers en demandent maintenant l'application. Cela aurait pu sembler relever de l'anecdote, voire du comique, si le chemin choisi par les Arabes n'avait pas coûté autant de morts aux Israéliens et à eux-mêmes.

« Les Palestiniens n'ont pas manqué une seule occasion de manquer une occasion », disait Abba Eban, ancien ministre travailliste des affaires étrangères. L'occasion suprême manquée, aux yeux de M. Eban, était le rejet absolu, unanime, sans appel de la résolution 181 qui recommandait - entre autres - le partage de la Palestine, jusque-là sous mandat britannique, et la création de deux Etats, l'un juif et l'autre arabe, liés par une union économique. Les Juifs qui vivaient à l'époque dans le pays, ainsi que l'Organisation sioniste mondiale et d'autres organisations juives ont, dans leur majorité écrasante, accepté cette résolution, alors que la majorité de la population arabe

ainsi que la totalité des pays arabes l'ont repoussée. Les Arabes de Palestine déclenchent la guerre contre les Juifs le lendemain même du vote à l'ONU, le 30 novembre 1947. Lorsque, le 15 mai 1948, la Grande-Bretagne met un terme à son mandat sur la Palestine, les Juifs déclarent leur indépendance et créent l'Etat d'Israël alors que les Arabes refusent de déclarer la leur, et les armées régulières de cinq Etats arabes envahissent l'Etat juif nouvellement né, avec pour seul but déclaré : son anéantissement.

C'est ainsi que le conflit arabo-juif devient un conflit total et non pas seulement territorial.

Par un dramatique retournement de l'histoire, comme si rien ne s'était passé, comme si les Arabes n'avaient pas rejeté la résolution 181, ils en demandent maintenant l'application

Aujourd'hui, les Palestiniens, encouragés par certains succès diplomatiques obtenus récemment, sont tentés de faire remplacer les fameuses résolutions du Conseil de

sécurité 242 et 338, qui suivirent les guerres de 1967 et 1973, par une résolution 181 qui précéda toutes les guerres. Un signe inquiétant dans ce sens peut être aperçu dans une récente résolution adoptée, à l'instigation des pays arabes, à Genève, par la Commission des droits de l'homme, omettant complètement une référence aux résolutions 242 et 338 et rappelant, au contraire, la 181.

A ceux qui douteraient de cette nouvelle stratégie, indiquons que le représentant palestinien à l'ONU vient d'adresser une lettre officielle à Kofi Annan, secrétaire général de l'organisation, dans laquelle il se met non seulement, et subitement, à défendre la résolution 181, mais va jusqu'à blâmer Israël de son rejet. Des dirigeants palestiniens de plus en plus nombreux, dont Yasser Arafat, ne cessent de l'invoquer avec une fréquence grandissante. Des personnalités palestiniennes aussi notoires qu'Abou Alaa et Nabil Sha'at basent aujourd'hui toute la logique palestinienne sur la résolution 181.

Déjà, des dirigeants égyptiens (Amru Moussa, ministre des affaires étrangères, et Ossama El Baz, conseiller diplomatique du président Moubarak) se sont prononcés dans le même sens.

L'Union européenne s'étant, curieusement, rangée du côté de cette position, ne pourra pas non plus échapper à sa part de responsabilité dans ce développement dangereux. Elle vient de rappeler à Israël qu'elle soutenait toujours la transformation de Jérusalem en *corpus separatum*, telle que l'avait envisagée la même résolution 181.

Ce qui reviendrait à demander que le mur occidental, dit des Lamentations, la Knesset, la Cour suprême, la résidence du président, tous les édifices ministériels israéliens, y compris celui du premier ministre soient, tout à coup, versés dans une espèce de caisse commune pudiquement appelée *corpus separatum*.

L'on pourrait croire rêver. La triste réalité est que toutes ces voix font frémir les Israéliens et leur font, surtout, se poser à nouveau la question : « Les Arabes, dont les Palestiniens, sont-ils vraiment intéressés à aboutir, avec Israël, à la paix ou, n'ayant malgré tout rien appris et rien oublié, n'ont-ils toujours qu'une seule volonté : celle d'arriver au même but, par d'autres moyens ? »

Le choix auquel font face, aujourd'hui, Israël et les Palestiniens est sans équivoque. Ou l'on essaye de s'entendre pour arriver à un accord, à un contexte de détente, à un *modus vivendi*, ou alors on s'évertue à s'imposer. Les Israéliens ont fait leur choix : faire un effort pour avancer vers la paix.

Quel que soit le prochain premier ministre élu en Israël, quelle que soit la majorité qui se dégagera d'ici quinze jours, Israël poursuivra la politique de Wye River. De plus, il voudra s'engager, au plus vite, dans des négociations, *bona fide*, sur le statut permanent.

La question se pose de savoir, même aujourd'hui, si les Palestiniens, et avec eux le monde arabe, sont prêts, eux, à faire la paix avec Israël.

Eliahu Ben Elissar est ambassadeur d'Israël à Paris.